

*« Celui qui s'endort en démocratie
Risque de se réveiller en dictature »*

René Cassin



Maison de la Laïcité
de **Frameries**

LE LIEN

Bimestriel de la Maison de la Laïcité de **Frameries** asbl

n° 30 - Novembre - Décembre 2017

Bureau de dépôt : 7000 MONS

-

N° d'agrément : P915730.

Éditeur responsable : Max Grégoire, 6/26 rue Bosquêtia, 7080 Frameries

Composition du Comité Exécutif:

Président: Didier Donfut
Vice-présidents: Raoul Piérard
Antonio Caci
Secrétaire: Jean-J. Dieu
Secrétaire adjointe: Jacqueline Loiseau
Trésorier: Carles Spitaels
Trésorière adjointe: Danièle Gosselet
Conseillers: Katty Pirmez
Guy Mordant
Jean-Claude Descamps
Présidents d'honneur: Max Grégoire
Daniel Sclavon



L'enseignement et l'indispensable recherche d'une nouvelle motivation

Notre maison de la Laïcité a fait le choix de la thématique de l'enseignement pour terminer cette année 2017.

Rien de plus normal, tout le monde est bien d'accord, c'est une des grandes priorités de notre société face à la nécessité d'assurer le transfert du savoir.

Pour le mouvement laïque, c'est un axe fort de son objet social :

Article 4

Le CAL a pour but de défendre et de promouvoir la laïcité.

La laïcité est le principe humaniste qui fonde le régime des libertés et des droits humains sur l'impartialité du pouvoir civil démocratique dégagé de toute ingérence religieuse.

Il oblige l'État de droit à assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation des citoyens par la diffusion des savoirs et l'exercice du libre examen.

Personne ne peut contester que les gouvernements qui se succèdent, mobilisent les acteurs du monde de l'enseignement et les quelques moyens budgétaires qui leur restent pour injecter de nouvelles dynamiques mais cela est-il suffisant ? Je ne le pense pas.

Même si le problème est complexe et les besoins à rencontrer sont nombreux, il me semble que ce qui a disparu, dans cet espace de vie indispensable à tous, c'est de la motivation.

Motivation des parents, motivation des enseignants, motivation des élèves.

Moi qui rentre dans la dernière ligne droite de ma vie, je garderai toujours à l'esprit le respect, la complicité de mes parents, et des parents en général, pour les enseignants.

Cet élément est indispensable à l'équilibre et la motivation de l'enseignant, se savoir soutenu par les parents, par les collègues, par le directeur,...

Mais l'enseignant doit aussi avoir la lucidité de reconnaître qu'il a fait le choix d'être enseignant, un métier où sa responsabilité sociétale est majeure et qui doit être assuré dans l'intérêt des enfants.

Est-il en droit de penser qu'il est abandonné et exploité ?

Sans doute que d'autres métiers, qui pourtant sont aussi directement dépendant du budget de l'État, sont mieux valorisés mais c'est par le dialogue avec les autorités politiques que des efforts peuvent intervenir ; en attendant, il est indispensable que l'enseignant continue de motiver ses élèves, tous ses élèves...

Et l'élève en a bien besoin car lui aussi doit tout mettre en œuvre pour respecter ses obligations vis-à-vis de la société ! C'est à dire : réussir sa scolarité !

Et quelle est sa motivation ? Sans doute, savoir qu'au bout du chemin, il trouvera un emploi.

N'est-il donc pas logique et souhaitable que notre société construise un modèle où ce premier emploi soit assuré à tout jeune qui remplit son contrat.

Il sera motivé ce qui motivera enseignants et parents.

Vive la motivation et la vie sera plus belle.

Mais la difficulté est que écrire, c'est facile et gouverner, ça l'est beaucoup moins.



**En retard ! N'oubliez pas 2017 !
Mais pensez déjà à 2018 !**

Chères
amies, chers amis,

Si vous partagez nos convictions laïques
et si vous souhaitez soutenir notre action

N'oubliez pas de renouveler
votre **cotisation personnelle 2018**
en versant le montant de **10,-€**
au compte **BE23.0682 2267.9691**
de la **Maison de la Laïcité de Frameries**
avec en communication :
COT17 - Nom, Prénom, Adresse.

Merci

Exposition

09 Novembre au 15 décembre 2017

Entrée libre

du mardi au vendredi de 9h à 14h30
le mercredi jusqu'à 17h

« SOUS L'OCCUPATION NAZIE, DES ENSEIGNANTS EN RÉSISTANCE »

par **Jean Lemaître**
en collaboration avec la **Maison de la Laïcité de Frameries**



« L'occupation nazie, des enseignants en résistance » tel est le titre que Jean Lemaître a choisi pour l'élaboration de l'exposition que vous découvrirez à partir du 9 novembre en nos locaux

Elle est une piqure de rappel pour ceux et celles qui ont entendu le bruit des bottes battre nos pavés.

Mais aussi pour montrer à nos enfants que le passé est toujours, l'avenir du futur !

C'est au sein de l'école Decroly que des enseignants, en s'investissant dans le réseau «Enseignement» du Front de l'Indépendance ont, au péril de leur vie, protégé et sauvé des centaines d'enfants juifs.

Ouvrons donc les yeux de notre jeunesse qu'elle reste vigilante car l'extrême droite est à nos portes et la liberté d'expression est en danger

Vernissage - Conférence

09 Novembre 2017

Entrée libre

A partir de 19h00 *

« L'ÉDUCATION, LA MEILLEURE ARME CONTRE L'EXTRÊME DROITE »

par **Jean Lemaître**



Jean Lemaître, diplômé de l'ULB, reporter et professeur à l'IHECS

Nous recevrons le jeudi 09 novembre, le journaliste-écrivain Jean Lemaître, pour une conférence-débat sur le thème : « *L'éducation, la meilleure arme contre l'extrême-droite* ».

Notre invité vient de publier chez Memogrames, le roman « *Le Jour où tout bascula* ».

Un livre sur l'engagement des enseignants de l'école Decroly durant la seconde guerre mondiale.



* Ouverture des portes, 30 min avant l'heure indiquée.



Solidarité

Entrée libre

25 Novembre 2017

A partir de 18h00

DÉGUSTATION DE VINS AU PROFIT DE L'ÉCOLE DES JEUNES DU RUGBY CLUB DE FRAMERIES

L'esprit du club de Rugby de Frameries repose sur les valeurs de solidarité, d'amitié et de fraternité que relaient ses « anciens ».

Chaque génération prend pour repère celle qui la précède tantôt pour s'en distinguer, en quête de ses propres qualités, en recherche de sa propre identité, mais en respectant toujours lesdites valeurs.

Cet esprit rencontre donc les principes véhiculés par la Maison de la Laïcité de Frameries et c'est pourquoi nous avons souhaité organiser cette action philanthropique et ainsi participer par cette entremise à l'épanouissement de ces jeunes sportifs.

Cette activité sera accompagnée d'une petite restauration.

Adresse du jour: **Rugby Club de Frameries** - rue des Templiers 60 - 7080 Frameries

PAF: 10,- euros

Table Ronde

Entrée libre

14 Décembre 2017

A partir de 19h00*

« LE COURS DE PHILOSOPHIE ET DE CITOYENNETÉ ET APRÈS ? »

En quelques mois, le Cours de Philosophie et de Citoyenneté est devenu réalité au sein de l'enseignement officiel.

Ce cours qui a vocation à rassembler et partager les savoirs vient perturber un équilibre qui perturbe les cours de religion et de morale laïque.

Bien des questions se posent à nous :

- Quels ont été les motivations ?
- Pourquoi est-ce différent dans les autres réseaux d'enseignement ?
- Pourquoi ne pas avoir confié ce cours aux professeurs de morale ?
- A terme, va-t-on se limiter au Cours de Philosophie et de Citoyenneté ?
-

Modérateur: *Denis Dufrane*, directeur-président de la Haute École en Hainaut du réseau Wallonie-Bruxelles;

Témoignage: *Florence Van Hout*, échevine de l'enseignement;

Invités: *Thomas Gillet*, professeur de morale, administrateur du Centre d'Action Laïque;
Luc Pirson, président de la Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel;

Jean-Marc Dupont, député-bourgmestre, membre de la commission de l'éducation au sein du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Enseignement et transmission



Jean Lemaître est né en 1954. Il a passé son enfance à La Louvière. Il est diplômé de l'ULB. Il a été reporter de terrain, responsable associatif, consultant à la Commission européenne, journaliste spécialisé dans les matières européennes, avant de rejoindre comme professeur à temps plein l'IHECS, l'Institut de formation aux métiers de la communication et du journalisme.

Récemment retraité, il peut maintenant s'adonner pleinement à l'écriture. Son premier livre a été publié en 2012 : « C'est un joli nom camarade ». Depuis, il en a sorti cinq autres. Il prépare actuellement la biographie d'Achille Chavée : « *Sur la piste du vieux peau-rouge* ».

Nous recevrons le jeudi 09 novembre, le journaliste-écrivain Jean Lemaître, pour une conférence-débat sur le thème : « *L'éducation, la meilleure arme contre l'extrême-droite* ».

Notre invité vient de publier chez Memogrames, le roman « *Le Jour où tout bascula* ».

L'histoire se déroule sous l'occupation nazie.

C'est au sein même de l'école créée par Ovide Decroly et qui porte, aujourd'hui encore, son nom que se passe l'action.

Il y raconte comment cette école de la libre pensée, à la pédagogie axée sur la solidarité et l'expérimentation, est entrée en résistance, de belle façon, durant la dernière guerre. L'un de ses professeurs, Lucie Libois, qui devint directrice de l'Ecole à la Libération, était elle-même la responsable pour tout Bruxelles du réseau clandestin «

Enseignement », l'une des branches du « *Front de l'Indépendance* », coordonnant l'action secrète de centaines d'enseignants dans les écoles publiques de cette région.

Dans ce livre, basé sur une enquête rigoureuse, Jean Lemaître rend aussi un hommage aux « *petits actes* » de résistance, si souvent oubliés, sans lesquels il ne peut y avoir de grandes victoires. A Frameries, Jean Lemaître questionnera sur la notion même de l'engagement, sur la relation entre humanisme et engagement, sur la façon de le nourrir d'esprit critique.

A la lumière des actes de résistance durant l'occupation allemande, il abordera le rôle clé de l'école et de toutes ses parties prenantes - professeurs, parents, élèves - dans le combat, plus actuel que jamais, contre l'extrême droite, les racismes et la xénophobie.

Qui était Ovide Decroly ?

Le pédagogue Ovide Decroly est né à Renaix en 1871 et ce, à la même époque que la Commune de Paris et est mort à Uccle en 1932. Médecin neuropsychiatre très particulier, spécialisé dans les troubles de la parole chez l'enfant, il fonda en 1901 un institut adapté à leur apprentissage.



Convaincu du bien-fondé d'une éducation émancipatrice et croyant au progrès social, il lutta pour une réforme profonde de l'enseignement basée sur la méthode globale d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Il participa au mouvement de l'éducation nouvelle

et adhéra à la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle, créée en 1921.

Toujours en recherche pour l'amélioration d'un enseignement adapté aux enfants atteints de maladies mentales, sa démarche pédagogique est scientifique et intellectuelle où se mêlent théorie et pratique partant du principe que la théorie n'a

de sens que si la pratique le confirme.

Pour Ovide Decroly, l'éducation doit se faire à partir des intérêts de l'enfant.

Le développement de l'enfant est le résultat de sa croissance biologique et de son expérimentation active dans le milieu où il se trouve.

« L'école devra se trouver partout où est la nature, partout où est la vie, partout où est le travail. »

Sa pédagogie a 4 fondements :

- Les centres d'intérêts de l'enfant comme guide de l'éducation.
- La globalisation : l'enfant apprend globalement, sans ordre. C'est une idée complète qu'il faut donner à l'enfant, pour qu'il passe ensuite au particularisme et à l'analyse.
- La classe d'atelier ou classe laboratoire dans laquelle l'enfant vit et agit. La «classe» est partout ; il préconise l'éclatement des lieux d'apprentissage : la cuisine, les magasins, la rue...
- L'importance de l'environnement naturel qui met l'enfant en situation de découverte.

La pédagogie de Decroly préconise : *« l'initiative et la responsabilité personnelle et collective ; le respect de la personne dans la singularité, la solidarité, la valorisation des rapports sociaux, la tolérance, le respect de la différence, la priorité donnée à l'épanouissement personnel, à la créativité et au plaisir. »*

Cependant, cette pédagogie donne toujours une vision positive de l'enfant : *« n'évoque jamais la violence, la peur, la tristesse, le désarroi, les conflits. Les valeurs de bien et de beau sont très prégnantes et l'enseignant est celui qui choisit les bonnes lectures par exemple. »*

Il ne tient pas compte non plus *« de la dimension socio-économique, ni culturelle ou politique dans sa démarche. »*

Aucune critique jamais n'est adressée au régime social comme si l'individu devait se contenter et se débrouiller des conditions imposées par l'exis-

tence. Dans ce sens l'individu évolue dans un certain déterminisme social.

Soutenu par ses amis, il créa en 1907, sans aucun denier public, sa première école.

Très vite, elle prit de l'essor et du bâtiment trop étroit de la rue de l'Ermitage, il déménagera dans la banlieue campagnarde bruxelloise.

Ovide était présent tant à l'institut qu'à l'école et en 1932, en plein travail, épuisé, il décéda.

En son hommage, l'institut prit le nom de son fondateur.

Mais son rêve va perdurer : avec mademoiselle Gallien ensuite après la guerre Lucie Libois et Francine Dubreucq.

Mais l'édifice perdura et au fil des années sa pédagogie humaniste et son savoir-faire traversa les frontières.

Et comme ce médecin humaniste aimait le dire : *« C'est dans la préparation des jeunes à laquelle tout homme doit participer que se trouve le gage, le seul, d'un avenir où la justice et le droit dans le travail solidaire l'emporteront sur la force aveugle et l'iniquité »*

Cette maxime doit rester dans notre esprit et reprendre force et vigueur !

A l'heure actuelle, bon nombre d'enseignants utilisent heureusement encore ces principes essentiels afin que l'enfant puisse s'épanouir librement dans son espace familial, scolaire, social et culturel.

Chaque enfant, quelle que soit son appartenance familiale, philosophique, doit recevoir un enseignement égalitaire basé sur son vécu, ses possibilités intellectuelles et l'aidera ainsi à se faire une place dans le monde cruel des adultes.

¡ Cuba Si !

Thème des mois de septembre et octobre 2017

Nous nous voulons un forum d'idées, reçues ou non, nous avons donc tenu compte de certaines divergences d'opinions concernant le régime cubain et le castrisme. La Maison de la Laïcité se voulant un endroit ouvert à tous, nous avons estimé qu'un seul témoignage ne cadrait pas avec notre vision plurielle de la société.

Nous ne ferons pas preuve d'amnésie, même partielle, nous évoquons donc ci-après la réalité historique d'une période troublée. Les faits réels que nous exposons, en toute objectivité, démontrent que la Maison de la Laïcité respecte le pluralisme mais garde une ligne de conduite conforme à ses idéaux.

Fidel Castro entre en politique par la voie populiste sous la bannière du Parti Orthodoxe (anti démocratique). C'est en prison, suite à l'attaque de la caserne Moncada qu'il s'imprègne de la pensée marxiste. Sa rencontre, au Mexique, avec Che Guevara sera déterminante, ce parfait léniniste et révolutionnaire notoire sera son éminence grise.

En février 57, le New-York Times publie des articles sur Fidel Castro dans lesquels ce dernier séduit les journalistes en les trompant sur son image.

Entre-temps, il crée le Mouvement du 26 juillet (M26.7) en commémoration de la date anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada.

En s'inventant un Fidel Castro, le futur Lider Maximo construit lui-même son image et sa propre légende.

Sa conversion au marxisme léninisme lui apparaît avant tout utile: surtout en rapport au personnage qu'il se façonne.

Jouer au David (Cuba) contre Goliath (E-U) lui donne une envergure planétaire, le communisme le fait entrer dans la cour des grands. Mais pour défendre cette «Grande Cause», les purges se multiplient sur son île. Ses opposants sont ou enfermés ou passés par les armes.

Che Guevara prendra beaucoup de plaisir à être le « purificateur ». Des témoins

d'exécutions ont affirmé qu'il se délectait à la vision du carnage qu'il provoquait.

Fidel Castro se garda toujours bien d'être présent là où son image risquait d'être écornée mais, en coulisses, il installe une police politique. Les militants de la première heure qui ont cru à l'humanisme de la révolution sont peu à peu écartés du pouvoir. La politique consiste alors à tétaniser la population pour la rendre docile. Par un savant amalgame tout devient suspect.

Castro avait promis la liberté, il a instauré la dictature.

Castro avait promis la garantie du pluralisme, il met en place un parti unique.

Castro avait promis de préserver le droit de grève, il l'interdit.

La Maison de la Laïcité admet que le régime a, certes, fait de bonnes choses (médecine, transports, services sociaux....) mais elle n'a pas envie de passer sous silence que des réalités furent cachées par la force. Donc rendues inaudibles et couvertes par un chœur de louanges savamment orchestré par le pouvoir.

JEAN-CLAUDE DESCAMPS

JACQUELINE LOISEAU

CO-RESPONSABLE POUR LA PÉRIODE SEPT/OCT. 2017

Devenir bénévole !

Vous partagez nos valeurs ?

Vous avez du temps libre et vous souhaitez vous rendre utile ? Vous avez le sens de l'écoute ?

Vous appréciez les contacts humains ?

La Maison de la Laïcité de Frameries recherche des volontaires pour collaborer à ses activités et, notamment, pour rejoindre les équipes d'officiants de cérémonies laïques.

Accueil d'enfants dans la vie, dans la cité, dans la famille recomposée, Parrainages,

Unions libres ou mariages. Anniversaires de mariage : noces d'Argent, d'Or et de Diamant

Funérailles

Nous vous offrons un encadrement professionnel, des rencontres de soutien, un cadre de travail agréable, une équipe dynamique et motivée.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter

à l'adresse courriel:

maisonlaiciteframeries@skynet.be

ou numéro de téléphone :

Tél.: +32 (0) 65 78 11 53



Condorcet (1743-1794)

Le combat pour l'instruction publique.



Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet (1743-1794), philosophe, économiste, mathématicien et homme politique.

Marie Jean Antoine Nicolas Caritat de Condorcet est né le 17 septembre 1743 à Ribemont en Picardie. Son père avait le titre de comte et sa famille avait été parmi les premières à embrasser la Réforme. Cinq semaines après sa naissance, le chevalier de Condorcet capitaine de cavalerie, est tué lors de manœuvre.

Fils unique d'une mère dévote et anxieuse Condorcet a pour modèle masculin qu'un oncle évêque. A 11 ans il devint interne au collège des jésuites de Reims. Condorcet n'a jamais cessé de clamer haut et fort sa haine de ses premiers maîtres.

En effet le système éducatif des Jésuites reposait sur 3 principes :

- Surveillance constante;
- Délation érigée en principe de gouvernement;
- Punitions corporelles.



L'enseignement, « pré carré » des jésuites.

Condorcet a aussi beaucoup critiqué le contenu de leur enseignement :

- 8 h de latin par jour (rhétorique latine apprise par cœur sans comprendre)
- Enseignement de la mythologie de la bible racontée de façon dogmatique
- La première année de philosophie qui enseigne à réfuter tout ce que les philosophes enseignent de raisonnable
 - Cours de morale (péchés véniels, mortels)



Bien que malheureux, Condorcet fut un élève brillant. A 15 ans, il intègre le Collège de Navarre de Paris et en août 1759, il est reçu bachelier. Il rentre à l'Académie et a pour professeur de mathématique d'Alembert. A 22 ans, il publie

«Du calcul intégral», c'est un triomphe.

Son aptitude pour les mathématiques se révèle très tôt et lui permet d'entrer à l'Académie royale des Sciences dès l'âge de vingt-six ans. Son professeur et ami d'Alembert lui fait connaître Voltaire et l'économiste Turgot qui sera contrôleur général sous Louis XVI.

Mais Condorcet n'est pas seulement un mathématicien brillant, c'est aussi un philosophe : l'égalité entre les hommes est pour lui une vérité morale et sociale qui appelle de façon urgente une autre politique et d'autres comportements. D'Alembert était avec Diderot



l'un des pères fondateurs de l'Encyclopédie.

C'est l'héritier de cet esprit et d'ailleurs il participera à une nouvelle édition de l'Encyclopédie. Il sera toute sa vie obsédé par l'injustice. A une époque qui tolère les inégalités, de l'esclavage des Noirs à le plus grande disparité de richesses, il est le seul à combattre tout à la fois pour l'égalité entre les hommes, l'égalité des sexes, le droit à l'accusé devant la justice, le respect des enfants et même des animaux.

Condorcet ne fut pas seulement un savant, un grand commis de l'État ou un politique, il fut cent ans avant que l'expression ne s'impose un intellectuel engagé. Toute sa vie se partagera entre la réflexion sur les principes et le combat pour les imposer. Il pense que les seuls

obstacles au bonheur de l'homme, s'appellent préjugés, intolérance, superstition.

Il suffit d'instruire le peuple et de développer la raison de chacun pour mettre un terme au malheur public. Pour lui la tolérance est une valeur aussi sacrée que la raison.

Turgot le nomme inspecteur général de la Monnaie en 1774, fonction que Condorcet occupera jusqu'à la Révolution. En 1777, Condorcet est nommé secrétaire de l'Académie des Sciences, et en 1782, secrétaire de l'Académie française.

En 1777, Condorcet est nommé secrétaire de l'Académie des Sciences, et en 1782, secrétaire de l'Académie française.

Lorsque Turgot est démissionné et remplacé par Necker Condorcet démissionne et ne s'intéresse plus qu'aux sciences, à la justice et aux droits de l'homme. Il lutte en faveur des exclus, des juifs et des protestants. Il considère l'esclavage des noirs comme une infamie. Montesquieu et Voltaire avaient déjà prononcé des condamnations de principe, mais tous semblaient penser que c'était un mal inévitable.

Condorcet est l'annonciateur d'une révolution scientifique qui comprend trois idées :

- Faire du fait humain un objet de connaissance
- Adapter les méthodes des sciences exactes à ce nouvel objet
- Élaborer une technique de contrôle de ces phénomènes.

L'originalité de Condorcet consiste à bâtir une science de l'homme comme une science appliquée, c'est-à-dire à désacraliser l'idée de

l'homme, démarche en tout point contraire à celle du christianisme.

En 1785, il publie « *Vie de M. Turgot* ». C'est en fait l'exposé des idées de Turgot que Condorcet fait siennes. Son programme est celui d'une monarchie constitutionnelle :

- Assemblée nationale
- Fin des distinctions selon les ordres
- Réforme de l'impôt
- Laïcisation de l'enseignement

En décembre 1786 il se marie avec Sophie de Grouchy ; celle-ci est athée et philosophe. Ils auront une fille.

En 1787, réunion des Etats Généraux, Condorcet est un des membres fondateurs du premier Club dit «des 30». Ce club a une influence aussi bien à Versailles qu'au Parlement. Dans la nuit du 4 août 1787, l'assemblée constituante abolit privilèges et droits féodaux. Condorcet, par tempérament, n'est guère sensible à l'enthousiasme qui emporte les députés. De même, il ne se satisfait pas de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dont les termes lui semblent trop vagues. Par contre il souscrit à la décision de confisquer les biens du clergé au profit de la nation.

En septembre 1789, le quartier de St Germain élit Condorcet ; il entre à l'hôtel de ville en même temps que le chimiste Lavoisier.

Sa bataille politique de l'époque est la suppression du cens électoral (pour être éligible, il faut payer une certaine somme). Il milite pour la reconnaissance du droit de cité des juifs, contre l'esclavage et en faveur du vote des femmes. Il n'est pas élu aux élections municipales car il n'est pas populaire.

Après la fuite du roi à Varennes, Condorcet n'a plus d'illusion et il réclame la République. L'Assemblée nationale est toujours monarchiste ainsi que le club des Jacobins. Danton et Robespierre ne se hasardent pas non plus à réclamer la république.



La Vie de M. Turgot, publié en 1785

A l'automne 1791, le roi est suspendu, on entreprend de réviser la constitution : exécutif renforcé, droit de vote aux hommes aisés ou instruits, limitation de la liberté de la presse. Condorcet s'élève contre ses mesures, il se présente aux élections législatives et il est élu et c'est au sein de l'Assemblée législative qu'il fait partie du Comité d'Instruction publique.

Avant la révolution de 1789, l'enseignement secondaire était donné dans des collèges tenus par les jésuites jusqu'à leur expulsion en 1764 et les oratoriens dispensant leur formation à la jeunesse aisée (uniquement les garçons).

Les filles, elles vont au couvent en attendant le mariage. Dans ces établissements, elles doivent recevoir une bonne éducation car c'est la mère qui doit enseigner la religion aux enfants, cette éducation est la première raison de l'apprentissage de la lecture à la femme.

Les 20 et 21 avril 1792, Condorcet présente à l'Assemblée un rapport et un projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique.

Que contient ce rapport ?

- École primaire 6 à 10 ans (lire, écrire, compter)
- École secondaire 10 à 13 ans (histoire, géographie, arts mécaniques, dessin, maths, physique, histoire naturelle et sciences sociales)
- Instituts (lycée)
- Lycée (université)

Cet enseignement serait obligatoire pour les filles et les garçons, gratuit (bourses), protégé de tout dogmatisme, ouverte à la raison critique et assujettie à aucune autorité religieuse. Chaque citoyen, tout au long de sa vie, aurait la possibilité d'apprendre et d'accroître ses connaissances. Cette instruction serait dispensée par des hommes de savoir, qui agiraient comme des gardiens des Lumières

et qui, indépendants du pouvoir, seraient les garants des libertés publiques.

L'école que veut créer Condorcet conduit inévitablement à la République car son projet tend à former des citoyens libres, égaux et fraternels.

Le projet fut jugé contraire aux vertus républicaines et à l'égalité, livrant l'éducation de la Nation à une aristocratie de savants.

De plus, cette présentation aura lieu le jour même de la déclaration de guerre de la France à l'Autriche. Evidemment dans ces circonstances, le rapport est ajourné, la guerre occupant tous

les esprits et l'enseignement de l'Ancien Régime perdure.

La guerre va exaspérer les passions politiques, l'obsession de la trahison et de la corruption hante les esprits. Condorcet est du côté des Girondins. A l'Assemblée, la crainte règne à droite, chez les Constitutionnels de voir la monarchie renversée et les Jacobins triompher, à gauche, on redoute que La Fayette et ses partisans s'empare du pouvoir.

De toute la France des détachements de gardes

nationaux se mettent en marche vers la capitale, ils réclament des mesures pour briser le pouvoir du roi. Les nouvelles de la guerre sont désastreuses (méfiance, désertions), 50000 Prussiens marchent vers la frontière. Le 11 juillet, Condorcet vote comme tous les députés la proclamation de la patrie en danger. Par cet acte révolutionnaire, la législative confie aux citoyens eux-mêmes le sort de la Patrie et de la liberté. Elle rend la guerre nationale.

Pour Condorcet et ses amis, la seule issue politique possible se trouve dans la nomination d'un nouveau ministère girondin et dans la soumission du roi à l'Assemblée. Mais cette stratégie légaliste et parlementaire ne tient pas compte de la puissance du mouvement



Rapport de l'Instruction publique

révolutionnaire qui anime les sections de Paris et les fédérés arrivés dans la capitale pour célébrer la fête du 14 juillet. (47 sections sur 48 à Paris demandent la déchéance du roi). Condorcet et ses amis essaient d'éviter l'insurrection, d'ailleurs l'Assemblée dans sa majorité est toujours constitutionnelle. Le 9 août, le tocsin sonne dans Paris, l'insurrection commence. Le lendemain, les insurgés attaquent le Palais des Tuileries et une délégation de la Commune se présente à l'Assemblée au nom du peuple. Il y a des milliers de morts et de blessés.

Condorcet va jouer un rôle important en rédigeant un décret portant la suspension du roi, la création d'un ministère provisoire élu par l'Assemblée et la convocation d'une Convention nationale. Désormais tous les hommes âgés de 25 ans



Décret de la Convention abolissant la Royauté, 21 septembre 1792

sont électeurs (sauf les domestiques), c'est le suffrage universel (1792). Danton est élu ministre de la justice. Les Girondins sont majoritaires au Conseil.

L'Assemblée détient encore le pouvoir légal, mais la révolution s'est faite sans elle, hors d'elle et presque sans elle. La Commune victorieuse exerce à Paris la réalité du pouvoir. Elle assure seule la responsabilité de la sûreté et de la police générale. La répression s'abat sur la ville : massacre des Suisses, arrestation des aristocrates, fermeture des couvents. La famille royale est enfermée au temple.

Le 19 août, des armées prussiennes sont entrées en France. Danton exalte la volonté de défendre à tout prix la nation envahie, Condorcet le soutient et rédige un texte destiné à expliquer aux français le déroulement des événements et les décisions de l'Assemblée. Celle-ci accueille ce discours avec enthousiasme. Dans toutes

les assemblées qui se réuniront fin août pour élire les députés à la convention, ce texte sera lu et exercera une influence certaine sur les électeurs.

Condorcet siège à la Convention et celle-ci prend les décisions suivantes :

- Les biens des émigrés seront vendus par petits lots
- Les droits féodaux sont supprimés
- Les ordres religieux de femmes sont également supprimés
- Discussion sur la laïcisation de l'état civil
- Le principe du divorce est mis à l'ordre du jour

Le 20 septembre à Valmy, la canonnade se tait et les Prussiens font retraite. Les élus de la Convention se réunissent pour la première fois aux Tuileries le 24 septembre : la royauté est abolie à l'unanimité. Condorcet (député de l'Aisne) devient vice-président de la Convention.

Condorcet a 50 ans, sa santé est fragile, les épreuves passées l'ont sans doute épuisées. Cette lassitude explique sans doute son éloignement presque complet de la tribune de la Convention ; mais il y a une autre raison, la république naissante doit combattre sur plusieurs fronts : la guerre, la contre-révolution, la crise économique. La Convention doit à ses yeux se rassembler dans l'épreuve, mais ses amis Girondins s'opposent systématiquement à la Commune et peu à peu, il se démarque d'eux. Il admire les talents oratoires de Danton mais exècre Marat et n'éprouve qu'antipathie pour Robespierre dont il s'attire la haine en indiquant que pour celui-ci la révolution est une religion dont il est le prêtre entouré de dévotes.

Condorcet croit à la force des principes. En septembre, il publie « *La République française aux hommes libres* » : il y rappelle que le peuple français comme tout peuple a seul le droit de fixer sa propre constitution.

C'est proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe incompatible



La République française
aux hommes libres

avec les règles de la politique internationale de l'époque fondée sur des pactes entre souverains.

En matière économique et financière, il propose que pour équilibrer prix de blé et salaire, il conviendrait d'augmenter les salaires les plus bas. Mais cette esquisse de salaire minimum était trop audacieuse pour l'époque et

elle n'est pas retenue.

La principale préoccupation de Condorcet à cette époque est de fonder la République. Onze membres sont nommés pour rédiger une nouvelle constitution, il en fait partie.

Le 7 novembre 1792 s'ouvre le procès de Louis XVI. Condorcet n'y joue pas un rôle très important, mais il est connu pour ses combats pour la justice et il est farouchement contre la peine de mort. Il vote pour la culpabilité du roi, mais il ne vote pas la mort. Lorsqu'il s'agit de voter sur le sursis à l'exécution, Condorcet plaide avec passion pour l'abolition de la peine de mort et réclame que la Convention vote sans délai des lois pour créer l'Instruction publique. La Convention étonnée applaudit puis il est décidé de supprimer la peine de mort, excepté pour les rois et de jeter les bases de la Constitution et de l'Instruction publique. A la Convention, les Montagnards prennent le pouvoir.

Condorcet achève sa grand œuvre : le projet de Constitution fondée sur les principes de la raison et de la justice assurant aux citoyens la jouissance la plus entière de leurs droits.

Aux droits énumérés par la Déclaration de 1789 - liberté, propriété, sûreté, résistance à l'oppression - le projet ajoute l'égalité. Et comme celle-ci demeurera formelle aussi longtemps que subsistera entre les hommes une insupportable inégalité du savoir, le projet proclame le droit de chacun à l'instruction, fondement de la République. De même le

droit aux secours, première expression de la solidarité, est aussi élevé au rang de Droit de l'homme.

Ce projet n'entraîne pas un enthousiasme débordant car il est complexe et très détaillé, de plus Girondins et Montagnards se déchirent. Robespierre déborde Condorcet sur sa gauche (droit au travail, progressivité de l'impôt). Le projet de Condorcet est abandonné et la Convention demande à 5 membres de lui présenter un autre projet sous 8 jours. Condorcet est humilié. Danton et Robespierre instaure un tribunal révolutionnaire ; les Girondins sont arrêtés, dans les départements des foyers d'insurrection se multiplient.

La liberté de pensée de Condorcet lui vaut de fortes inimitiés. Il critique la proposition de nouvelle Constitution du jacobin de Séchelles, ce qui le fait condamner pour trahison. Cette Constitution du 10 août 1793 est beaucoup courte (124 art.) que l'autre (370 art.) ; Elle s'en inspire pour une bonne part (démocratie directe, mais les ministres ne sont pas élus



par le peuple), elle s'avère plus chaleureuse, plus généreuse, plus chargée de souffle révolutionnaire.

Condorcet prend la fuite sur les conseils de ses amis et se cache pendant six mois en continuant à écrire une «Esquisse historique des progrès de l'esprit humain» (république des sciences, langage universel, instruction pour tous, nécessaire libération des femmes, foi absolue dans le progrès de l'espèce humaine). Réinterprétée et simplifiée par Auguste Comte,

L'Esquisse servira de tremplin à la philosophie positiviste. Il compose aussi à l'intention des enfants des écoles primaires un petit manuel pour apprendre à compter.

Ne se sentant plus en sécurité à Paris, il tente de fuir, mais est arrêté le 27 mars à Clamart. Il sera retrouvé mort deux jours plus tard dans sa cellule, crise cardiaque, meurtre ou suicide, on ne le saura jamais. Son corps est jeté à la fosse commune de Bourg-Egalité.

Conclusion.

Condorcet a été le théoricien par excellence de l'instruction publique. Ses cinq mémoires sur l'instruction publique ont inspiré à bien des égards les réformes de la troisième République instaurant une instruction laïque, gratuite et obligatoire.

Les mots ici sont importants : instruction n'est pas éducation, et la différence entre ces deux notions fut au cœur du débat qui opposa Condorcet à Robespierre et aux Montagnards. Pour ces derniers, les enfants de la République devaient avant tout être éduqués, ce qui impliquait qu'on leur inculquât la vertu et le zèle patriotique.

On retrouve ici une conception de la citoyenneté plus romantique que rationnelle, inspiré notamment par Rousseau, et dont le modèle par excellence était l'éducation spartiate.

Pour Condorcet au contraire, un catéchisme même républicain n'est rien d'autre qu'un catéchisme. Pour lui le citoyen doit être instruit et en même temps institué, c'est-à-dire qu'on doit le former à exercer son jugement et son esprit critique.

Une nation d'ignorants vertueux serait prompte à sombrer dans une nouvelle tyrannie. La laïcité de Condorcet est universelle : elle s'applique à la République elle-même.

Condorcet met en garde contre une sacralisation des institutions : il ne faudrait jamais qu'on en vienne à regarder la constitution comme de nouvelles tables de la loi. Mêmes

les textes les plus fondamentaux doivent être susceptibles de révision et constamment soumis à l'examen critique.

L'étude de l'histoire politique et technique doit permettre aux futurs citoyens de former l'idée du progrès et du principe de perfectibilité humaine, celle des idées leur montre l'émergence de la notion des droits fondamentaux, et enfin l'étude de l'arithmétique politique doit leur donner les moyens concrets d'exercer la souveraineté.

ADAPTÉ DU SITE «LAÏCITÉ AUJOURD'HUI»,
LE 20 OCTOBRE 2010
PAR DANIEL SCLAVON
PRÉSIDENT D'HONNEUR

A l'école de Célestin Freinet

Le 8 octobre 1966 disparaissait Célestin Freinet. Cinquante ans après sa mort, ses combats pédagogiques et sociaux restent d'une grande actualité : la réalisation d'une éducation réellement populaire et l'ambition d'une pédagogie socialement critique et émancipatrice sont toujours à l'ordre du jour. Ses engagements pour en finir avec « *l'école fille et servante du capitalisme* » sont aussi les nôtres.



De l'instituteur syndicaliste à l'éducateur révolutionnaire

Freinet est avant tout un homme engagé : au sein du mouvement syndical d'abord et au Parti communiste qu'il rejoint en 1926. Ses engagements ne se limitent pas au milieu scolaire : il participe à la création d'une coopérative d'électrification de son village et à l'organisation syndicale des paysans. Son internationalisme n'est pas non plus une simple posture : il salue la création de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement⁶ (1921), correspond avec ses collègues d'autres pays, visite des écoles en Allemagne (1922) et en Russie (1925), participe aux congrès de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle et de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement⁷, etc.

Il convient de souligner la continuité et la cohérence de ce militantisme avec les pratiques pédagogiques développées par Freinet. Les brouilles avec le mouvement syndical dans les années trente, puis la rupture avec le Parti communiste dans les années cinquante, ont probablement éclipsé l'apport du mouvement syndicaliste révolutionnaire à la pensée et à la pédagogie de Freinet. Diffuser aujourd'hui les textes de ces premières années met en lumière ce lien. C'est dans les articles de L'École émancipée que Freinet se familiarise avec les innovations pédagogiques, comme les classes promenade. C'est avec des militants de la Fédération qu'il se lance dans la correspondance scolaire. Cette expérience décisive, il la relate dans les colonnes de la revue de la Fédération.

C'est là que se recrutent les futurs adhérents et

adhérentes de la coopérative que lance Freinet en 1926. Adossée, non pas « *formellement* » mais concrètement à la Fédération CGT de l'éducation, elle tient ses congrès la veille de ceux du syndicat et dans les mêmes lieux. Freinet veut en faire une émanation de la Fédération. La quasi-totalité des coopérateurs et coopératrices militent dans le syndicat. C'est peut-être d'ailleurs cette proximité qui est la source de la déception de Freinet et qui explique la querelle avec la Fédération. Tous et toutes, dans les rangs de la CGT, ne partagent pas « l'évidence » du lien entre syndicalisme et pédagogie ou craignent la concurrence⁹...

L'originalité du mouvement Freinet

Freinet expérimente et théorise dans le cadre des classes ordinaires de l'enseignement public (parfois avec 49 élèves !). Son abondante production pédagogique est inspirée par son expérience d'instituteur.

Dans l'introduction de Naissance d'une pédagogie populaire, l'ouvrage d'Élise Freinet qui retrace leur aventure, Freinet décrit leurs conditions de pionniers : « *Nous avons démarré dans la misère de nos classes, avec des directeurs et des collègues qui nous tenaient souvent pour fous et illuminés quand ils nous voyaient brûler ostensiblement tout ce qu'ils adoraient, avec des inspecteurs qui se demandaient – et un peu avec raison, reconnaissons-le – s'ils avaient le droit de nous laisser faire “nos folies” dans nos classes publiques, avec des parents qui n'avaient pas même idée que l'école puisse être critiquée et améliorée, et qui tenaient pour suspectes toutes nos nouveautés.* »

Il invente des pratiques et les fait vivre dans sa classe d'abord, à l'école de Bar-sur-Loup

en 1920, puis dans celle de Saint-Paul jusqu'en 1934, date à laquelle il quittera l'Éducation nationale après une cabale des notables conservateurs du village soutenus par l'Action française. À la suite de l'affaire de Saint-Paul, désavoué par sa hiérarchie qui prononce un déplacement d'office, il préfère démissionner et créer une école privée et laïque à Vence, en 1935. Celle-ci accueille des enfants du peuple puis des petits réfugiés pendant la guerre d'Espagne. Cet établissement deviendra une école expérimentale en 1964 et sera reconnue par le ministère de l'Éducation nationale (Jack Lang) sous le gouvernement Jospin, en 1992.

Une école du peuple

Les principes pédagogiques qui ont guidé Freinet se situent dans le grand courant de l'école socialiste de l'époque :

1. La nécessité d'élever le niveau intellectuel des travailleurs du peuple, de leur faire acquérir des connaissances scientifiques et les derniers acquis de la civilisation. Il s'agit de préparer le peuple, dès aujourd'hui, à administrer lui-même la future société issue de la révolution ;
2. La liaison entre les apprentissages scolaires et les activités concrètes dont les élèves perçoivent l'utilité et le sens ;
3. L'ouverture de l'école sur le milieu social et économique ;
4. La nécessité de l'auto-organisation démocratique des élèves avec un collectif d'enseignants et la possibilité, pour eux, de participer réellement aux décisions concernant le travail et l'organisation de l'école.

Les principes

Les grands principes de sa pédagogie, Freinet les développe tout au long de cette période de

l'entre-deux-guerres. L'idée fondatrice, c'est bien sûr l'imprimerie à l'école que Freinet met en place dès la rentrée de 1924. Journal, travail en équipe, correspondance, textes libres, bibliothèque documentaire, livres de vie, etc., découlent de cette introduction de la presse à imprimer dans la classe.

S'ensuit le développement d'une vie coopérative et éducative. Et avec le conseil d'élèves, c'est la révolution de l'organisation sociale de la classe.

Freinet se revendique du « matérialisme pédagogique » afin de transformer l'organisation de la classe (outils et techniques). Sa pédagogie refuse de réduire les savoirs à des utilités scolaires étriquées, ce que Freinet nomme la « scolastique ». Le tâtonnement expérimental permet l'apprentissage par immersion.



Une classe de Célestin Freinet à Fourmies.

La personnalisation des apprentissages est un autre pilier de cette transformation pédagogique : l'enfant est l'organisateur, le conducteur de ses propres recherches et de son temps de travail avec les fichiers autocorrectifs.

La libre expression est mise en avant pour exprimer sentiments, émotions, impressions, réflexions, questionnements, avec comme supports la parole, l'écriture, la musique, la peinture, le théâtre, etc.

Enfin, une grande attention est portée à la communication qui complète et donne sens à la libre expression.

Freinet refuse que les techniques deviennent une méthode

Célestin Freinet s'oppose à ce qu'on le place au même rang que les créateurs de systèmes pédagogiques (comme Decroly, Montessori, Cousinet...), il craint que le mythe de la personne avec des techniques pédagogiques

figées entraîne la sclérose de sa pédagogie. C'est comme si l'imprimerie à l'école au lieu d'être un moyen d'expression libre devenait la technique centrale de la pédagogie Freinet. Les maîtres risqueraient de s'enfermer dans une voie unique et étroite et de prendre la technique à la place de l'activité de l'esprit qui doit s'en servir.

Un projet : l'école populaire

Freinet est également un rassembleur. Au-delà des partis et des syndicats, il fédère autour de sa pédagogie des instituteurs et des institutrices décidés à trouver des solutions aux problèmes et difficultés rencontrés par les enfants des couches populaires à l'école. Plus que les groupements d'Éducation nouvelle officiels le mouvement Freinet est soucieux de rechercher dans quelle mesure et par quels moyens une pédagogie peut obtenir des résultats dans les milieux populaires.

En 1947, il fonde l'Institut coopératif de l'École moderne, l'Icem. Il retient l'expression « *École moderne* » de Francisco Ferrer¹⁴ et non « *École nouvelle* » pour éviter toute équivoque avec la conception intellectualiste, scolastique et verbale de l'éducation nouvelle et se différencier des « *méthodes nouvelles* », « *méthodes actives* » parfois reprises par l'institution et qui, pour lui, empêchent le vrai progrès pédagogique.

Et aujourd'hui ?

Les pédagogues comme Célestin Freinet qui ont expérimenté, inventé et pratiqué dans le système éducatif ont vu des réseaux de professionnels émerger avec eux. Ces réseaux ont été à l'origine des mouvements pédagogiques qui sont toujours bien vivants. Leurs militants travaillent dans l'école publique. On peut parler de mouvements pédagogiques populaires.

D'autres, souvent plus médiatisés, ont choisi et choisissent encore de créer des écoles

privées pour pouvoir mettre en pratique leurs méthodes, sans se soucier, la plupart du temps, de toucher les couches populaires et dominées.



L'école Freinet

Et c'est pour réunir les deux révolutions, l'une sociale et l'autre pédagogique, qui avanceraient, main dans la main, vers l'horizon d'une émancipation collective et individuelle pour un monde sans classes avec ses écoles réellement libres, qu'a paru, en octobre 2016 aux éditions Libertalia, un recueil de textes intitulé « **Célestin Freinet, *Le Maître insurgé*, écrits et éditoriaux, 1920-1939** »



Chères amies, chers amis,

Afin de pouvoir vous informer, en temps réel, de nos activités, nous vous invitons à nous faire parvenir votre adresse mail en adressant un courriel à:

maisonlaiciteframeries@skynet.be

Nos bénévoles mettront tout en œuvre pour y répondre dans les meilleurs délais.

Merci encore de votre compréhension.

Le comité exécutif.

L'école peut-elle se passer de discipline?

L'école encourt souvent le reproche, dans une société qui valorise la réalisation individuelle, de mouler les individus dans un cadre uniformisant improprie à répondre aux transformations économiques et à épanouir les individus.

Certains reprochent à l'école de manquer d'autorité et prônent un « *retour à la discipline* ». D'autres, au contraire, proposent des modèles alternatifs au modèle de l'enseignement public : ils tentent de penser une école qui, moins centrée sur la discipline de groupe, arriverait davantage à penser les individus et à se penser à partir d'eux.

D'un point de vue théorique, la question de la place de la discipline à l'école s'inscrit dans un débat ancien entre la tradition issue de la pensée philosophique de Rousseau et celle issue de la pensée philosophique de Kant ou de la sociologie de Durkheim. D'un point de vue historique, elle pose le problème du modèle scolaire qui se met en place au 19^{ème} siècle, dans le sillage des bouleversements sociaux et politiques et, plus singulièrement, de la Révolution française.

sens moral que dans l'acquisition d'une morale collective qui le dépasse. Chez Durkheim, qui mène une réflexion sur la fonction sociale de l'école, celle-ci fait incorporer (au sens propre du terme) aux individus les principes, valeurs et comportement légitimés par l'ordre social. L'école contribue au maintien de l'ordre social. A l'école, dans la conception de Kant ou de Durkheim, l'individu apprend donc à se conformer.

La conformité ne se veut pas un conformisme. Elle n'est pas une fin en soi. Elle permet à l'individu de dépasser ce qui en lui, relève de l'animal, du primitif, de la pulsion, pour développer son humanité. Une société dont la morale est fondée sur la raison émancipe les individus à la fois de leur animalité et du pouvoir arbitraire.

Chez Rousseau, l'enfant est bien l'objet d'une éducation, car il est naturellement un produit inabouti, incapable de prendre soin de lui-même, mais aussi parce que, confronté à la société des hommes et à ses vices, il risque de perdre sa nature intrinsèque d'être moral. Le maître, chez Rousseau, est alors un guide pour l'enfant dans sa propre nature (qui l'éloigne naturellement du mal) et dans sa confrontation à la nature, c'est-à-dire à ce que Rousseau appelle l'ordre des choses, ou encore, la nécessité. Il lui fait prendre conscience de ses forces et de ses faiblesses, autrement dit, de ses limites naturelles. Une telle éducation a pourtant bien, chez l'auteur du Contrat social, une finalité sociale et politique : rendre l'humanité à la nature, pervertie par la société, construire un corps politique capable de penser les relations individuelles à partir d'un principe de liberté.



Jean-Jacques
Rousseau



Emmanuel
Kant



Emile
Durkheim

L'école intègre l'individu dans la société.

Rousseau pense l'éducation comme une relation privilégiée entre un maître, envisagé davantage comme un guide que comme autorité, et un élève : il n'est pas question d'école. De leur côté, Kant, qui exerce une influence majeure sur les pédagogues de l'école républicaine, qui se met en place dans les années 1880, ou Durkheim, père de la sociologie française, auteur d'un cours intitulé l'Éducation morale, prônent une éducation collective. Pour ces deux penseurs, l'école est un groupe moral (Durkheim parle d'une « *petite société* ») qui intègre l'individu dans le monde social. Pour Kant, l'individu ne développe son

Un modèle scolaire construit à partir d'une centralité de la discipline.



Du Contrat Social ou Principes du Droit politique - 1762

La scolarisation de masse est le produit d'une évolution dont l'objectif est, au 19^{ème} siècle, de construire une éducation orientée vers deux finalités.

La première est d'émanciper les individus, conformément aux idées du siècle des Lumières, en les libérant des autorités traditionnelles, principalement religieuses, et en faisant de la raison le seul guide leur action.

La seconde, plus pratique, est de remplacer les réseaux éducatifs de l'Église catholique, volontairement démantelés par les révolutionnaires, mais encore sans équivalent à la fin de la Révolution, la tourmente politique rendant caduques les mesures éducatives successives.

En France, Napoléon Bonaparte centre son action éducative sur le secondaire, le Lycée napoléonien étant destiné à former l'élite à partir des enfants de la bourgeoisie. Mais à partir de la monarchie de Juillet (1830-48) et de la loi Guizot de 1833, se développe la scolarisation primaire publique, des garçons, puis des filles (timidement à partir de la loi Falloux de 1850).

La 3^{ème} République, en instaurant, au début des années 1880, la gratuité, la laïcité et l'obligation scolaire pour les garçons et les filles de 6 à 13 ans, achève la démocratisation de l'école primaire. Les objectifs sont à la fois sociaux (éduquer les populations les plus défavorisées, en améliorant notamment leur niveau sanitaire), économiques (former une main-d'œuvre capable de relever le défi de la modernité industrielle) et politiques (former des citoyens conscients de leurs droits, mais également de leurs devoirs collectifs à l'égard de la patrie. Il s'agit donc d'un projet idéologique d'inculcation aux individus d'une

morale englobante qui prend en compte tous les aspects de la vie des individus : relations familiales, interpersonnelles, économiques. Dans cette école dite républicaine, la discipline est inséparable de la morale. Elle met en jeu une émulation par la récompense. Reniant les châtiments corporels hérités de l'Ancien régime et de son école catholique, l'enseignement pense alors la punition comme un rappel de la règle collective, et non comme une violence contre l'individu.

Peut-on penser l'école par l'individu ?

Cette école, pensée pour le peuple par une bourgeoisie éclairée, est une école primaire. Mais les enjeux de démocratisation scolaire (au double sens de démocratisation du savoir et d'ouverture au plus grand nombre des chances de promotion sociale que confère l'éducation) s'élargissent, après la Seconde Guerre mondiale, à la scolarité secondaire.

L'enseignement secondaire s'ouvre de manière croissante aux enfants des catégories sociales inférieures, jusque- là cantonnées à l'école primaire, de sorte que la dimension éducative de l'école, jusqu'ici apanage du primaire, est importée dans un enseignement secondaire qui se pensait jusqu'alors sur le mode de la transmission, entre gens de qualité, de la culture bourgeoise.

Un article célèbre de Jacques Testanière décrit, en 1967, la perte de la mémoire des savoir-faire ancestraux du chahut traditionnel et le développement, dans les écoles, d'un nouveau chahut, qualifié d'anémique et associé à l'individualisation croissante des comportements scolaires, qui accompagne l'arrivée croissante des publics scolaires non bourgeois. Les professeurs ne sont plus de simples transmetteurs de savoirs, forcés qu'ils sont désormais de faire l'éducation des « hurluberlus » issus de la classe ouvrière. La discipline scolaire perd de son caractère d'évidence tant devient claire la connivence entre discipline scolaire et mœurs bourgeoises.

CHAHUT, TRADITIONNEL ET CHAHUT ANOMIQUE
dans l'enseignement du second degré



Article de Jean Testanière,
paru dans la Revue Française
de Sociologie, n° spécial de
1967, « Chahut traditionnel
et chahut anémique dans
l'enseignement du second
degré ».

Parallèlement, les années 1960 et 1970 voient se développer une pensée critique qui remet en question les institutions comme étant des instances non d'émancipation, mais bien de domination des individus. L'école, comme la prison ou l'hôpital, est décrite comme une instance d'enfermement et de soumission des individus. Aujourd'hui, dans une société post-moderne qui valorise l'individu, aussi bien dans sa

dimension psychologique et existentielle que dans sa dimension économique et sociale, l'école apparaît de façon croissante comme un moule uniformisant qui prive les individus de leur personnalité et de leur originalité (pensée comme une puissance créatrice, sans que soit toujours bien élucidée la part de cette puissante créatrice qui relève de la plus-value économique).

Les éducations nouvelles, qui se sont développées au lendemain de la Première Guerre mondiale, rejetaient, dans le système scolaire traditionnel, à la fois l'autorité, la discipline et l'enfermement de l'individu dans le groupe. Le système traditionnel républicain s'est lui-même transformé (en particulier face au choc, à partir des années 1960, de la massification scolaire), en intégrant des pédagogies nouvelles et en se centrant davantage sur l'élève et sur l'individu. Malgré tout, à l'extérieur de l'école publique de masse, se sont développées des écoles alternatives.

Les écoles démocratiques en sont un exemple, qui illustre une tentative de penser l'école comme une forme locale de démocratie par le bas. Dans ces écoles, qui relèvent du secteur privé hors-contrat et scolarisent, moyennant des frais relativement élevés, une quarantaine

d'enfants, les élèves évoluent librement, encadrés par un faible nombre d'adultes. Tous les âges sont mêlés, les activités sont libres et laissées à l'initiative et à la curiosité des élèves. Point de discipline de groupe, pourrait-on penser. Mais en réalité, il existe bien des règles, évidentes, de sécurité par exemple, et plus explicites, de vie en commun (notamment, chacun est tenu de participer à une équipe de ménage, et ceux qui ne le font pas encourent des sanctions). Des instances collectives de décision, de réglementation, mais aussi de jugement des infractions fonctionnent en permanence. L'école n'est donc pas sans discipline, mais la discipline se construit par le bas, par le groupe, et non dans une conformité à un ordre scolaire général institutionnalisé. Le collectif est en fait pensé à partir de l'individu. On fait confiance aux individus pour s'intégrer harmonieusement dans le groupe et au groupe pour intégrer harmonieusement les individus.

Le problème, souvent soulevé concernant ce type d'alternative scolaire au système traditionnel, est la difficulté de sa démocratisation, pas seulement pour des raisons d'effectifs ou de prix de la scolarité, mais à cause de la



Fonctionnement d'une classe au sein d'une école démocratique.

difficulté à penser la scolarisation d'une population entière à partir d'un modèle pensé pour et à partir des individus. L'incompatibilité ne relève pas seulement de l'opposition entre l'institutionnel et l'individuel. Elle renvoie également à une question sociale : la scolarisation de masse a été pensée par la bourgeoisie comme une éducation du peuple.

Penser des éducations alternatives comme l'épanouissement des individus à partir de ce qu'ils sont avant toute éducation suppose qu'ils n'aient pas, en réalité besoin d'éducation.

Ces écoles alternatives, avec leurs petits effectifs d'enfants suffisamment autonomes

pour ne pas avoir besoin d'être placés sur des rails pour « bien faire » ne sont-elles pas aussi des lieux à part ? Des endroits où les enfants des catégories sociales culturellement favorisées, qui ont intériorisé à la fois l'abstraction scolaire et les règles du (bien) « vivre-ensemble » (on pourrait presque dire, au sens d'Elias, les règles de la « civilisation »), peuvent enfin, parce qu'ils ne sont plus tirés en arrière par une forme scolaire encombrante, pensée pour d'autres qui ne peuvent pas s'en passer, laisser libre cours à leur individualité ? L'informel, l'euphémisation de la règle comme créée (et non subie) dans des processus démocratiques de décision collective qui ne font qu'entériner ce qui semble relever de l'évidence (que la sécurité va avant la liberté ou qu'il faut bien que le ménage soit fait), ne serait-il pas une forme de la civilité bourgeoise post-critique ?

Ce type de questionnement, certes, n'est pas nouveau et traverse l'histoire des éducations nouvelles. Dès les années 1920, le mouvement de l'éducation nouvelle connaît une tension croissante entre des pédagogies de l'épanouissement individuel et des pédagogies davantage pensées comme point de départ d'une transformation sociale globale. Il prend néanmoins une forme différente aujourd'hui. La Ligue de l'éducation nouvelle, créée en 1921 et rassemblant des pédagogues visionnaires du monde entier, péchait peut-être par excès de naïveté lorsqu'elle partait à la recherche de la nature de l'enfant. Malgré tout, le projet, dans sa globalité, était bien un projet de transformation de l'humanité, que l'éducation devait rendre à sa nature. Aujourd'hui, les écoles qui se réclament de formes d'éducation nouvelle relèvent plutôt d'une multiplicité d'espaces alternatifs et d'une multiplicité de parcours individuels qui coïncident bien souvent avec ceux des enfants des catégories sociales supérieures en recherche d'un épanouissement que ne leur offre pas la forme scolaire traditionnelle.

Il semble, dans tous les cas, difficile de penser l'école sans la discipline. Celle-ci est plus ou

moins contraignante pour les individus, plus ou moins institutionnalisée et adossée à un ordre social global, plus ou moins explicite, mais elle est toujours présente. La question de la place de l'individu à l'école est davantage celle des modalités de son adhésion à la discipline, adhésion qui s'obtient par la conformation (voire le conformisme) ou par la participation à la construction d'un ordre collectif voulu par tous. Il est difficile en tout cas de ne pas constater que le souci, à l'école, des individus relève d'une critique de type libéral (au sens de mise en avant des libertés individuelles) qui émane, sociologiquement parlant, des catégories sociales les plus favorisées économiquement et les plus compétentes intellectuellement. La réduction à laquelle on assiste actuellement, dans les écoles alternatives, de l'éducation nouvelle à des principes et à des techniques pédagogiques, aboutit à transformer en éducations simplement libérales des éducations qui se voulaient libératrices.

Le regain d'intérêt auquel on assiste aujourd'hui pour la pédagogie de l'opprimé de Paulo Freire, encore vierge de récupération, permet de repenser une pédagogie critique sur le plan social (et non seulement sur le plan formel) et émancipatrice de l'individu par le collectif.



Paulo Freire

Pour aller plus loin :

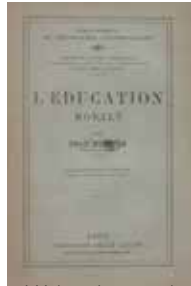
Jean-Jacques Rousseau, *Emile ou de l'éducation*, 1762

Emile Durkheim, *L'éducation morale*, cours de sociologie délivré à la Sorbonne, 1902-1903.

Annick Raymond, « *L'éducation naturelle : une idée centrale mais controversée dans les congrès de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle (1921-1936)* », Carrefours de l'éducation (n° 31, 2011/1).



Emile ou de l'éducation, 1762



L'éducation morale



L'éducation naturelle

D'APRÈS UN ARTICLE EXTRAIT
DE LA REVUE QUESTIONS DE CLASSE(s)
DE SEPTEMBRE 2017
DANIEL SCLAVON
PRÉSIDENT D'HONNEUR

TÉLÉ-ACCUEIL

Quelqu'un à qui
PARLER



N° GRATUIT 24H/24
DANS L'ANONYMAT

RÉALISÉ AVEC LE SOUTIEN DE CERA ET DE LA LOTERIE NATIONALE



Le fait que, en ce mois de mai 2017, vingt-sept ans après la publication des « *rectifications orthographiques* » recommandées par le Conseil supérieur de la langue française en 1990 et insérées par Darcos dans les programmes scolaires en 2008, une chroniqueuse de télévision en mal de buzz ait vivement reproché à l'ex-ministre de l'éducation Vallaud-Belkacem cette prétendue « *réforme de l'orthographe* » est révélateur de deux phénomènes inquiétants, l'un sociétal, l'autre politique.



D'une part, cela témoigne de la persistance d'un attachement irrationnel à une orthographe immuable et figée jusque dans ses aberrations. C'est ce qui conduit certain-e-s à s'insurger contre la suppression du -i- de oignon, qui n'est ni prononcé ni étymologique, ou contre la correction de nénuphar en nénufar conforme à l'étymologie, ou contre le fait d'écrire désormais portemonnaie sans tiret comme on écrivait depuis longtemps portefeuille.

Quant à la suppression de l'accent circonflexe sur, seulement, certains -u- et -i- pour lesquels il ne joue aucun rôle dans la langue actuelle (il est conservé lorsqu'il a une valeur distinctive, comme dans mûr / mur), elle est vécue comme un véritable scandale, et l'introduction à l'école de cette orthographe rectifiée conduit à vouer aux gémonies le ministre qui a osé suivre les recommandations du Conseil supérieur.

Ou plutôt la ministre. Car lorsque, en juin 2008, sous Sarkozy, le ministère Darcos fait inscrire dans les programmes que, en primaire « *L'orthographe révisée est la référence* », et que au collège « *Pour l'enseignement de la langue française, le professeur tient compte des rectifications de l'orthographe proposées par le Rapport du Conseil supérieur de la*

langue française, approuvées par l'Académie française », il n'y a pas de réaction notable.

Mais lorsque, fin 2015, le ministère de Vallaud-Belkacem reprend la même consigne : « *L'enseignement de l'orthographe a pour référence les rectifications orthographiques publiées par le Journal officiel de la République française le 6 décembre 1990* », et que, dans la foulée, en février 2016 des éditeurs de manuels décident de l'appliquer, c'est la curée : droite et extrême droite dénoncent un « *nivellement par le bas* » (Ciotti) ou une « *réforme-massacre de notre belle langue française !* » (Philippon). Pour La Manif pour tous, « @fhollande s'attaque à notre identité », et Laurence Parisot ressent une « *Fêlure à l'âme* ». Et cela va des propos policés de Fillon (« ce n'est vraiment pas le moment ») jusqu'aux déferlements racistes d'internautes cachés derrière leurs pseudos : « *notre langue doit rester ce qu'elle était, si c'est trop fatigant pour un arabe d'apprendre à mettre des accents qu'ils retournent au pays* ».



Enfin, tristement révélateur, un dernier fait en dit long sur les « *défenseurs du circonflexe* ». Après le massacre à Charlie Hebdo, les internautes avaient exprimé leur soutien avec l'expression « Je suis Charlie » et créé sur Twitter le mot-dièse #jesuisCharlie, qui a été repris au

fil des attentats sous les formes #jesuisBruxelles ou #jesuisParis. En février 2016, quand les éditeurs de manuels scolaires s'apprêtent à tenir compte de quelques rectifications orthographiques, d'aucuns ont jugé bon de créer le mot-dièse #jesuiscirconflexe. Et dans un amalgame qui ne paraît pas les gêner, certains se jeteront dessus, de Philippot : « Face à l'infâme et bête réforme, devant laquelle quelques démagogues se pâment, parce que le français est notre âme, #Jesuiscirconflexe » à Estrosi : « *Refusons la réforme absurde de l'orthographe et le nivellement vers le bas ! #Jesuiscirconflexe* » ...



L'éducation .

L'éducation est le fondement de la pensée critique et un élément vital de la démocratie.

L'éducation doit fournir aux citoyens les outils nécessaires à leur émancipation afin qu'ils deviennent des membres à part entière de la société. Elle doit promouvoir l'honnêteté intellectuelle, l'esprit critique et encourager la curiosité ainsi que l'usage de la raison et de la démonstration dans la quête de la vérité.



L'éducation est vitale en démocratie car elle permet aux citoyens de saisir l'essence des débats publics, de développer leur propre conception des principaux thèmes qui la constituent, de l'influencer et de faire leurs propres choix lorsqu'ils exercent leurs droits citoyens.

La mondialisation a généré des sociétés de plus en plus complexes et interconnectées. Les technologies digitales ont donné naissance à une profusion de moyens inédits d'échanger des informations. Bien que les deux phénomènes aient entraîné des bénéfices indéniables, ils posent aussi de nombreux défis. L'un d'eux est la difficulté pour le citoyen de faire la part des choses dans cette prolifération de messages qui lui parviennent, et de se forger sa propre vision critique du monde.

Pourtant, les données d'Eurostat - direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire - montrent que, dans l'Union des 28, les dépenses gouvernementales pour l'éducation (exprimées en pourcentage des dépenses totales) sont passées de 11,1% en 2002 à 10,3% en 2015, alors que le décrochage scolaire concerne environ 11%

des jeunes européens.

Par ailleurs, les dernières données du Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA) de l'OCDE (l'Organisation de Coopération et de Développement Economique) font également apparaître que les principales compétences scolaires ont stagné ou diminué au sein de la plupart des Etats européens ces dernières années.

Alors que nous dans l'ère des « faits alternatifs », l'Union européenne et ses Etats membres doivent faire de l'éducation formelle et informelle une priorité absolue afin de combattre les récits simplistes, d'encourager l'usage de la raison et de l'esprit critique pour permettre l'émancipation des citoyens.



DANIEL SCLAVON
PRÉSIDENT D'HONNEUR



Vous êtes lecteur !

Devenez rédacteur !

Pratiquons ensemble le libre dire !

A vos plumes, apportez-nous vos idées, faites-nous partager vos expériences, vos découvertes, vos lectures, vos questionnements, vos regrets ou vos espérances.

Et comme disait **Raymond Devos**:

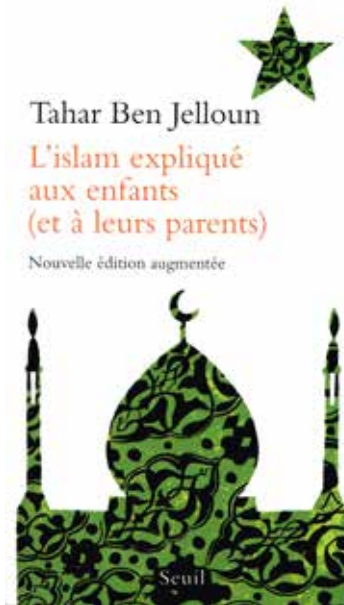
«Vous savez, les idées sont dans l'air. Il suffit que quelqu'un en parle de trop près, pour que vous les attrapiez !»

Le comité exécutif.

L'islam expliqué aux enfants (et à leurs parents)

Tahar Ben Jelloun

« *L'islam expliqué aux enfants (et à leurs parents)* » fut mis à jour en 2012. Une première édition avait fait l'objet d'un écrit édité en 2001 après les attentats du 11 septembre 2001



Né à Fès, le 1er décembre 1944, Tahar Ben Jelloun réside à Paris depuis 1971, suite à l'arabisation de son pays d'origine. Il y poursuit des études de sociologie...

Ce poète et écrivain s'est vu décerner le Prix Goncourt en 1987 pour : « *La nuit sacrée* »

Il a écrit et écrit encore de nombreux livres consacrés à cette « jeune » religion monothéiste. Religion de plus en plus détournée des versets du coran et bafouée par des « fous » non pas de Dieu mais seulement avides de pouvoir, de gloire, et pour arriver à leurs fins, se servent des incertitudes, des découragements de nos enfants depuis la fin du XX^{ème} siècle à nos jours.

Et comme le dit Jean-Jacques Amy dans son essai sur l'incitation à la haine : « *La bête rôde encore* »

Pour expliquer sa démarche, Tahar Ben Jelloun écrit : « *Ceci n'est surtout pas un prêche, ni un plaidoyer. Je ne cherche pas à convaincre, je raconte le plus simplement et le plus objectivement possible l'histoire d'un homme devenu prophète, ainsi que l'histoire d'une religion et d'une civilisation qui a beaucoup apporté à l'humanité* ».

Il souligne surtout que celle-ci, ses principes, ses valeurs ont été détournés et ont servi une « *idéologie* » fanatique.

Il souhaite aussi que toutes les religions monothéistes et autres philosophies soient mieux étudiées et expliquées avec rationalisme et simplicité et non porteuses de haine dans tous les sens du terme.

Dans ce livre, il répond simplement aux questions posées par sa fille, Ismane, sur cette religion dans laquelle elle a vécu depuis sa naissance et qui lui semble actuellement incompréhensible et emplit de meurtres inutiles et de terreur.

DANIÈLE GOSSELET
ADMINISTRATRICE

Le pacte scolaire de 1958, demeure en son intégralité et définit toujours l'organisation du cours de morale et des cours de religions reconnus par la constitution.

Pourtant, le monde a évolué, les convictions aussi.

L'immigration s'est elle aussi intensifiée non seulement à cause des tragédies vécues par de nombreux peuples d'Afrique, d'Asie, de l'Europe de l'est... mais aussi grâce aux nouvelles technologies, aux progrès de la diffusion des informations, à la mondialisation.

Il est donc évident qu'une réforme de ces enseignements d'un autre siècle est indispensable.

Si elle est une évidence pour nous les laïques, elle se heurte à un imbroglio politique et juridique.

En lisant ce plaidoyer en faveur d'un cours qui abordera tant l'éthique de citoyenneté, de culture religieuse et de philosophie, vous constaterez qu'il est nécessaire voir indispensable de donner à nos enfants une vision du « vivre ensemble ».

Ce livre est édité par ESPACE de libertés du CAL (E- mail : editions@laicite.be) au prix de 10,- €

Site internet : www.laicite.be



Un peu de poésie dans ce monde de brutes

«La nuit n'est jamais complète»

Paul Éluard. (1895-1952)

*La nuit n'est jamais complète.
Il y a toujours puisque je le dis,
Puisque je l'affirme,
Au bout du chagrin,
Une fenêtre ouverte,
Une fenêtre éclairée.
Il y a toujours un rêve qui veille,
Désir à combler,
Faim à satisfaire,
Un cœur généreux,
Une main tendue,
Une main ouverte,
Des yeux attentifs,
Une vie : la vie à se partager.*

A Blanche Legat



**En retard ! N'oubliez pas 2017 !
Mais pensez déjà à 2018 !**

Chères
amies, chers amis,

Si vous partagez nos convictions laïques
et si vous souhaitez soutenir notre action

N'oubliez pas de renouveler
votre **cotisation personnelle 2018**
en versant le montant de **10,-€**
au compte **BE23.0682 2267.9691**
de la **Maison de la Laïcité de Frameries**
avec en communication :
COT17 - Nom, Prénom, Adresse.

Merci



*« Savoir mal
est pire qu'ignorer. ».*

Giacomo Girolamo Casanova
(02.04.1725-04.06.1798)

*« Si vous voulez enterrer un problème,
créez une commission »*

Georges Benjamin Clemenceau
(28.9.1841 – 24.11.1929)





Maison de la Laïcité
de **Frameries**